

La Seine-Saint-Denis, abreuvée d'argent public, est le 15^e département le plus riche de France

écrit par Christine Tasin | 13 décembre 2018

Par idéologie, les acteurs de la politique de la ville n'ont que les mots « intégration » et « vivre-ensemble » à la bouche. Par angélisme et ignorance, ils ont suscité l'enfermement communautaire en finançant pléthore d'associations aux postures victimaires. Par cynisme, ils ont acheté des voix et une illusoire paix sociale à coups de subventions. Par conformisme (la Guépéou antiraciste veille), ils refusent toute remise en cause de l'immigration de peuplement.

Cette politique nous a conduits au désastre : violences urbaines, meurtres à la kalachnikov, trafics d'armes et de drogue, djihadisme... Plus de cent cités françaises sont aujourd'hui hors de contrôle. Par peur des émeutes ou crainte de plus graves événements encore, les forces de l'ordre se tiennent à l'écart de ces ghettos ethniques où est attisée la haine de l'Occident.

La France des oubliés n'est pourtant pas celle qu'on croit. Abreuvée d'argent public, nourrie par l'économie souterraine, et profitant de l'attractivité de Paris, la Seine-Saint-Denis est le 15^e département le plus riche de France, selon l'INSEE. Loin devant le Cantal, l'Ardèche ou la Creuse, département le plus pauvre du pays. Mais dans la Creuse, on ne tire pas à l'AK-47 sur les policiers...

millions d'euros d'aides sociales

<http://resistancerepublicaine.com/2018/11/30/la-seine-saint-denis-93-envoie-la-facture-des-aides-sociales-aux-musulmans-a-letat-donc-a-nous/>

La politique de la ville est un désastre



En 2015, le ministère de la Ville a engagé 450 millions d'euros pour ses « contrats de ville », ses programmes « Réussite éducative » et « Adultes-relais », ou son opération « Ville, vie, vacances ». Une goutte d'eau rapportée aux 5 milliards accordés au titre du nouveau plan de rénovation urbaine, aux 4,4 milliards de crédits « de droit commun » distribués à travers plusieurs mesures (emplois d'avenir, Garantie Jeunes...), au 1,5 milliard de fonds européens que les collectivités locales consacreront aux banlieues entre 2015 et 2020... La rénovation urbaine des quartiers prioritaires, « le plus grand chantier de notre Histoire », dira Jean-Louis Borloo, nous a coûté 48 milliards entre 2005 et 2015. C'est plus de 100 milliards d'euros au total qui ont été dépensés pour la politique de la ville, ces trente dernières années.

Depuis la création du ministère de la Ville en 1990, l'État aligne les mesures « exceptionnelles » et multiplie les plans « marche mal » des banlieues : plan Delebarre (1991), plan Tapie (1992), plan Raoult (1995), plan Bartolone (1998), plan Borloo (2003), plan Amara (2008), plan Ayrault (2013), plan Vallaud-Belkacem (2014)... À chaque fois, ce sont des torrents de subventions (et de bons sentiments !) qui se déversent dans les ZUS (zones urbaines sensibles), via l'État et sa noria

d'organismes (*Comité interministériel des villes, Agence nationale pour la rénovation urbaine, Commissariat général à l'égalité des territoires...*) pour « réduire les inégalités », imposer la « mixité sociale » et lutter contre tous « les phénomènes d'exclusion et de discrimination.

Par idéologie, les acteurs de la politique de la ville n'ont que les mots « intégration » et « vivre-ensemble » à la bouche. Par angélisme et ignorance, ils ont suscité l'enfermement communautaire en finançant pléthore d'associations aux postures victimaires. Par cynisme, ils ont acheté des voix et une illusoire paix sociale à coups de subventions. Par conformisme (la Guépéou antiraciste veille), ils refusent toute remise en cause de l'immigration de peuplement.

Cette politique nous a conduits au désastre : violences urbaines, meurtres à la kalachnikov, trafics d'armes et de drogue, djihadisme... Plus de cent cités françaises sont aujourd'hui hors de contrôle. Par peur des émeutes ou crainte de plus graves événements encore, les forces de l'ordre se tiennent à l'écart de ces ghettos ethniques où est attisée la haine de l'Occident.

La France des oubliés n'est pourtant pas celle qu'on croit. Abreuvée d'argent public, nourrie par l'économie souterraine, et profitant de l'attractivité de Paris, la Seine-Saint-Denis est le 15^e département le plus riche de France, selon l'INSEE. Loin devant le Cantal, l'Ardèche ou la Creuse, département le plus pauvre du pays. Mais dans la Creuse, on ne tire pas à l'AK-47 sur les policiers...

Jean-Baptiste Leun

Contribuables associés, décembre 2015 janvier 2016